



Le **GREAF** Savoir

Groupe de recherche en économie appliquée et théorique

N° 036

" Réfléchir à changer "

Janvier 2014

Résurgence des conflits armés au Mali

Editorial



Le processus de démocratisation de la vie politique est en cours au Mali depuis déjà deux décennies. Il n'a toutefois pas encore produit une bonne gouvernance de la sécurité et de la justice en tout cas selon des normes acceptables aux plans des droits et libertés. Aussi, est-il sans cesse question de corruption, de délinquance financière, de détournement de deniers publics, de trahison, etc.

De graves crises éclatent çà et là et de façon récurrente. Elles sont à la fois d'ordre sécuritaire, humanitaire, identitaire et moral, scolaire et alimentaire.

Depuis janvier 2012, le pays est confronté à une des plus graves crises sociopolitiques de son histoire remettant en cause son intégrité territoriale, son caractère même formel républicain, et imposant à sa population un rigorisme religieux de type moyenâgeux. La crise a eu raison du régime d'Amadou Toumani Touré et a entraîné la perte de contrôle par l'Etat central des deux tiers du territoire national, provoqué le déplacement de milliers de personnes et finalement abouti à la guerre depuis ce 9 janvier 2013 dans la petite localité de Kona en territoire jusqu'alors sous contrôle gouvernemental.

Massa Coulibaly

Introduction

Le Mali aura finalement été confronté à un conflit armé opposant l'Etat central à un conglomérat de mouvements rebelles mélangés d'islamistes et de terroristes. Ce conflit oppose des adversaires avec des buts contradictoires. Quand l'Etat malien défend l'intégrité territoriale et la laïcité, les autres visent l'indépendance et l'instauration d'un Etat islamique au Nord avec ses corollaires d'amputation, de châtiments, de privation de libertés, etc. La réflexion porte ici sur les événements conflictuels les plus récents non sans remonter dans le temps à leur résurgence passée ou à leurs causes probables surtout la grave crise sécuritaire de 2012 suite au déclenchement de la rébellion, au coup d'Etat de mars et à l'éclatement finalement de la guerre dans le septentrion national.

1. Recrudescence des rébellions

Un des enjeux de la recrudescence des rébellions touaregs remonte à la tentative de création d'un Etat au Nord du Mali hier dénommé OCRS (Organisation commune des régions sahariennes), Etat qui allait s'étendre de l'Algérie au Tchad en passant par le Mali et le Niger, soit une superficie de 8 millions de km² dont plus de la moitié sur le territoire algérien. En voulant créer l'OCRS, la France ambitionnait donc de détacher des espaces territoriaux de l'Algérie, du Soudan français, du Niger et du Tchad, des zones réputées riches en ressources minières au bénéfice de la puissance coloniale.

Tableau 1. Le Mali dans le Sahara et dans l'OCRS

	Total pays		Partie saharienne pays		Partie OCRS Sahara	
	Superficie (unités France)	Population (millions hts)	Superficie (unités France)	Population (milliers hts)	Superficie (unités France)	Population (milliers hts)
Algérie	4.0	9.6	3.0	550	3.6	550
Maroc	0.8	9.5	0.2	350		
Sahara espagnol	0.6	0.07	0.6	75		
Mauritanie	1.8	0.6	1.8	140		
Mali	2.2	3.5	1.0	35	1.0	35
Niger	2.3	2.2	1.0	100	1.0	100
Tchad	2.3	2.5	1.0	45	1.0	45
Soudan	4.5	9.0	1.0	160		
Egypte	1.8	24.0	1.5	150		
Libye	3.2	1.1	3.0	600		
Tunisie	0.3	3.8	0.1	300		
Total	24.0	66.0	15.0	2 500	6.6	730

Source: Jonchay, 1957

Les premières révoltes touaregs ont commencé en 1914 contre l'administration coloniale française avec à leur tête Firhun, amenokal des Oulliminden Kel Ataram qui était allié aux tribus du Gourma et de Dori. Il sera vaincu dans la mare d'Aderboukan en 1916. Depuis la première rébellion de 1963, rébellion partie de Kidal du fait des Kel Antassar et dénommée "rébellion des Fellaghas", le Mali indépendant vécut une période d'accalmie jusqu'en 1989. C'est en 1988 que Iyad Ag Ghali créa le Mouvement populaire de l'Azawad (MPA) en Libye donnant ainsi les prémisses d'une nouvelle rébellion. Après de multiples rencontres et foras, un pacte national mettant fin à la rébellion est signé en 1992 entre le gouvernement et les mouvements de l'Azawad et des milices songhaï et arabes. Auparavant, sous la houlette de l'Algérie l'accord de paix de Tamanrasset a été signé entre le Mali et les mouvements et fronts

unifiés de l'Azawad. La Flamme de la paix de 1996 devait mettre fin à la rébellion des années 1990 par une cérémonie à Tombouctou. Sur place, plus de 3'000 armes déposées par des rebelles ont été brûlées et où les MFUA et le Mouvement Ganda Koy ont prononcé leur autodissolution.

En 2006, une nouvelle rébellion est née du fait de l'Alliance du 23 mai. En juillet de la même année, avec l'appui de l'Algérie, un accord fut signé à Alger mettant fin à cet épisode de la rébellion. En octobre 2011, le Mouvement national de libération de l'Azawad est mis sur les fonds baptismaux à la suite de la fusion du Mouvement national de l'Azawad et du Mouvement touareg du Nord Mali (MTNM) avec pour objectif de sortir le peuple de l'Azawad de "l'occupation illégale du territoire azawadien par le Mali". Le camp d'Aguelhoc est attaqué par les éléments se réclamant du MNLA en janvier 2012 où une centaine de militaires et de civils ont été massacrés. Ces massacres ont sonné le début de l'occupation du Nord du pays par le MNLA et ses associés des mouvements islamistes, Ançardine, MUJAO, AQMI, etc. Ainsi, les régions de Kidal, de Gao, de Tombouctou et une partie de la région de Mopti sont tombées aux mains des insurgés.

Conformément à son objectif, le MNLA proclame son indépendance le 6 avril 2012 sur son site web avec comme Président du Comité transitoire Bilal AG Chérif, secrétaire général du MNLA. Cette indépendance est immédiatement rejetée par l'ensemble de la communauté internationale. Auparavant, des lettres ont été expédiées aux chefs d'Etat de l'UA, de la Ligue arabe, de la CEE et des Etats membres permanents du Conseil de sécurité les informant de la création de la République d'Azawad avec pour objectif de libérer et d'affirmer l'identité propre des touaregs.

2. Mouvements sociaux et coups d'Etat

L'histoire récente du Mali est marquée par une effervescence des mouvements, nés soit des conflits autour du droit à la citoyenneté et à la participation, c'est le cas des mouvements de contestation des résultats des élections, soit des conflits liés à la mauvaise gouvernance économique à la suite de la privatisation des sociétés et entreprises d'Etat (cas de l'huilerie cotonnière du Mali), soit des conflits relatifs à l'appartenance communautaire (rébellion touareg au Nord du pays).

Au lendemain du coup d'Etat de mars 2012, la classe politique fut divisée en 2 fronts à savoir le front anti-putsch sous la conduite du FDR (Front pour la défense de la république) et front pro-putsch sous la houlette de la COPAM (Coordination patriotique du Mali). Le coup semble avoir surpris tout le monde politique comme un éclair dans le ciel serein, qui fut un objet d'étonnement et d'incompréhension pour tous. Pourtant, le chaos était total et l'incapacité des dirigeants étalée au grand jour. Les obstacles à la stabilité et à la bonne gouvernance étaient nombreux, constituant autant de terrains favorables au conflit armé. On peut citer, entre autres:

- la réticence à porter un regard critique sur la sécurité
- les manipulations ethniques, régionales, religieuses, politiques
- la détérioration de l'économie
- la politisation de l'institution militaire
- la pratique abusive du secret
- etc.

3. Islamisme et violences armées

Au Mali, l'islam s'est établi dans le pays songhay vers 1010 avec l'installation des rois à Gao et leur conversion à l'islam suite à la destitution de Sonny Barou (successeur de Sonny Ali), qui refusa d'exprimer publiquement son appartenance à l'islam, par Muhammad Touré, un commandant des armées qui établit une nouvelle dynastie en son nom, celui des "Askia". Ainsi, Askia Muhammad établit la loi islamique et encouragea les savants musulmans en leur offrant de belles parcelles de terre.

Les violences armées ont débuté au Nord du Mali au 11^{ème} siècle avec le lancement de l'expédition d'Atarsina contre les païens à son retour de la Mecque. De la même manière, l'empire du Ghana commença son déclin à la suite des conquêtes almoravides et des berbères musulmans. De la même manière encore, Iyad Ag Ghali commença sa croisade contre l'Etat malien dès son retour de la représentation diplomatique du Mali à Djedda.

La montée des zones de conflits en Afrique, résulte à la fois de la résurgence des référents identitaires ethniques, religieux ou nationalistes que de la faillite des états de droit et des souverainetés en déshérence, des immixtions des puissances régionales et internationales et d'une montée en puissance des organisations criminelles internationales. Pour le cas du Mali, plusieurs sources sont évoquées qui vont de la chute de Kadhafi aux terroristes islamistes en passant par le montage des services occidentaux, français en particulier, la cinquième colonne burkinabé, etc.

Les extrémistes religieux sont des adeptes de la dawa qui est une doctrine visant non plus seulement à moderniser l'islam à la manière des réformistes, mais à islamiser la modernité, en étant actif sur le terrain de l'action sociale et en empruntant les méthodes de prosélytisme des évangélistes (conférences, cassettes audio, usage du français comme langue de communication). Il s'agit pour les précurseurs de cette secte de purifier l'islam par la référence exclusive au Coran et à la Sunna, de rejeter toutes les innovations opérées (bid'a) par les confréries et d'appliquer la charia, avec au bout un Etat islamique à l'image de celui créé par le prophète à Médine.

Concernant les principaux acteurs des violences au Nord du Mali, la littérature (Walther et alt., 2012) en a dénombré 42 organisations clés à savoir les islamistes (AQMI, GSPC, MUJAO, LIFG – Libyan Islamic Fighting Group) au nombre de 28 et les rebelles (MNLA, ADC – Alliance démocratique pour le changement du 23 mai 2006) au nombre de 14. Ces groupes sont dirigés par des personnages très célèbres tels que Mokhtar Belmokhtar (le Borgne ou Lahouar ou Belawar ou Bal'ur), Hamada Ould Khairou, Iyad Ag Ghaly, Lagabas Ag Entalla, Ahmada Ag Bibi, Bilal Ag Cherif, Hama Ag Sid'Hamed, Mahmoud Ag Aghaly, Mohamed Ag Najim, Moussa Ag Assarid et Hassan Fagaga qui sont connus de tous les services de renseignements aussi bien occidentaux que malien.

Les chefs islamistes, rebelles et indépendantistes du Mali ont des soutiens à travers le monde à commencer par le Qatar selon le journal Le canard enchaîné disant que "les insurgés du MNLA (indépendantistes et laïcs), les mouvements Ançardine, AQMI (al Qaïda au Maghreb islamique) et MUJAO (djihad en Afrique de l'Ouest) ont reçu une aide en dollars du Qatar". En outre, certains pays limitrophes du Mali serviraient de base arrière aux leaders rebelles. C'est le cas du Burkina Faso où les chefs rebelles posséderaient "des villas et 4x4, subsides et armes, ainsi que des facilités de voyage à l'étranger et d'entraînement militaire" (Michel Ghaly, 1995).